

l'OA

# INFOS cgt

INFOS PRATIQUES - VIE SYNDICALE - HISTOIRE - CHIFFRES

N°520



ARSENAL  
BREST

la  
cgt



**Erwan COATANEA**  
Secrétaire du syndicat

**"Nous nous trouvons aujourd'hui à un moment décisif de notre histoire sociale"**



Alors que le premier ministre aurait pu profiter des quelques semaines avant la rentrée parlementaire pour lâcher des miettes et tenter ainsi d'échapper à la censure, le choix d'accélérer le calendrier en demandant un vote de confiance le 8 septembre ressemble à un coup de poker mal maîtrisé.

**Qui peut raisonnablement penser qu'imposer un vote de confiance avec pour seul argument « moi ou le chaos » sera une stratégie gagnante ?** Pour les oppositions, ne pas voter contre la confiance, donc s'abstenir, serait synonyme de soutien sans participation.

D'ailleurs, l'ensemble des forces d'opposition ont rapidement déclaré qu'elles voteraient contre. Il faut donc admettre que le choix de se soumettre à un vote de confiance a un autre but que de sauver le soldat Bayrou et son budget.

Un an après la nomination de Michel Barnier, ce retour à la case départ était couru d'avance.

Reste à Emmanuel Macron la responsabilité de nommer un premier ministre issu du Nouveau Front populaire, comme le dictait le verdict des urnes à l'issue des élections législatives.

Le chaos politique, c'est lui. Le chaos économique, c'est lui et sa funeste politique de l'offre, qui a vidé les caisses publiques pour gaver le capitalisme français. Le chaos démocratique, c'est lui aussi, premier président à avoir refusé le résultat des élections, préférant jouer avec le feu des passions tristes de l'extrême droite pour se maintenir au pouvoir.

Quel que soit son prochain fusible, le résultat sera le même. Les Français ont soif de progrès, de changements majeurs pour la justice sociale et environnementale.

La vérité est que la convocation en urgence du Parlement est une tentative désespérée de désamorcer la colère sociale et populaire qui enflé dans le pays.

La pétition de l'intersyndicale déjà signée par plus de 350 000 personnes, les multiples mobilisations sociales dans diverses professions, la mobilisation du 10 septembre et ses revendications de justice sociale et fiscale, l'engagement de l'ensemble des forces de gauche pour faire réussir la riposte et, pour l'instant, la mise hors-jeu du RN, qui ne peut accepter de faire payer les riches... autant d'éléments qui prouvent l'existence d'une aspiration à un changement profond et portent une perspective potentielle de transformation structurelle de la société.

Et c'est cela qui terrifie les tenants de l'ordre établi. En programmant la chute du gouvernement le 8 septembre, Bayrou et Macron espèrent gagner du temps et ouvrir une nouvelle période d'incertitude politique qui privera la colère populaire d'objets contre lesquels s'exprimer.

Déjouer la manœuvre implique de ne rien lâcher en termes de revendication et de rassemblement pour les mouvements sociaux et populaires en cours et à venir. Pour les organisations politiques de gauche, il s'agit d'être à la hauteur du moment pour commencer à redonner une perspective et une cohérence transformatrice.



## Edito

Page 2



## Vu dans la presse

Page 3



## Dossier

Pages 4 & 5

## Infos / Vie syndicale

Page 6



## Hommage

Page 7



## Conseils lecture

Page 8



## Le Point

11 septembre 2025

Arrêt maladie et report des congés payés : panique dans les entreprises !  
Un salarié malade pendant ses vacances peut-il exiger de reporter ses congés payés ? Oui, a répondu la Cour de cassation dans un arrêt du 10 septembre. Les entreprises sont sous tension.



### POINT DE VUE DE LA CGT

Panique dans les entreprises ? Non, mais panique chez les patrons qui ont fait fi des conseils du ministère du Travail d'anticiper l'application du principe européen.

## l'Humanité

19 septembre 2025

Alors qu'Emmanuel Macron s'apprête à reconnaître, au nom de la France, l'État de Palestine lors de l'Assemblée générale de l'ONU, le ministre de l'Intérieur démissionnaire, Bruno Retailleau, a demandé aux préfets de s'opposer à la pose de drapeaux palestiniens sur des mairies et autres édifices publics.



### POINT DE VUE DE LA CGT

Encore un qui outre passe ses fonctions ! Un ministre démissionnaire doit se limiter à expédier les affaires courantes et n'a aucune légitimité en matière de politique internationale.

## ouest-france

22 septembre 2025

Arkéa va financer la filière défense  
Ces entreprises, face à l'accélération des productions de défense en Europe, ont des besoins importants de financement. Or, elles sont souvent sous-capitalisées avec des marges plus faibles que la moyenne.



### POINT DE VUE DE LA CGT

A nous faire croire que les marges sont faibles, ils sont capables d'estampiller leurs fonds Investissement Solidaire et Responsable.

## l'Humanité

24 septembre 2025

Depuis 2022, la formation de Marine Le Pen revendique son logiciel libéral et retranscrit dans son programme les propositions du Medef. Oubliés la retraite à 60 ans et l'ISF, le Rassemblement National est vent debout contre la taxe Zucman et souhaite réduire drastiquement la fiscalité des entreprises, quitte à sacrifier les services publics.



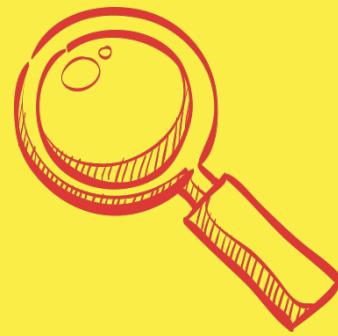
### POINT DE VUE DE LA CGT

L'histoire montre que l'extrême droite n'accède au pouvoir que grâce à l'alliance des élites capitalistes. Celles qui, dans les années 1930, préféraient Hitler au Front populaire n'ont pas changé de nature depuis.

# LE SUIVI POST PROFESSIONNEL

Dans le cadre du suivi de la santé des salariés, le suivi post professionnel est souvent négligé voire méconnu.

Cette étape est l'important prolongement du suivi de la santé au travail en activité. Une fois parti en retraite, bien souvent les liens se coupent ... et pourtant, des visites en lien avec nos anciennes activités professionnelles sont nécessaires pour prévenir, guérir et réparer toute pathologie due au travail.



Les employeurs ont toujours mis le pied sur le frein pour ne pas reconnaître les maladies professionnelles, d'où le résultat d'une branche de la sécurité sociale très souvent excédentaire, la caisse des accidents de travail et maladie professionnelle (ATMP).

Depuis sa création, la Sécu a toujours subi des pressions qui se font de plus en plus constantes notamment autour des arrêts de travail et de la reconnaissance des maladies professionnelles. Si cette énergie s'était développée à même hauteur sur la prévention, nous ne serions pas dans les situations actuelles de salariés usés bien avant l'âge de la retraite.

A cela, vient s'ajouter une médecine de prévention avec des moyens diminués. Suite à la réforme dite "El Khomri", la médecine du travail est attaquée sur ses principes historiques de prévention. Les visites sont moins contraignantes, espacées et ne tenant pas forcément compte du passé professionnel du salarié. En 2022, les altérations ont continué au grand dam des médecins et même du conseil de l'ordre des médecins. (revue RPDS n°942 d'octobre 2023)

Assurer un bon suivi post professionnel est un double enjeu :

- **Un enjeu de santé publique** pour prévenir toute maladie et/ou assurer une prise en charge au plus tôt quand celle-ci se déclare.
- **Un enjeu politique** : bien souvent la prise en charge d'une pathologie, due à une cause professionnelle, se fait sur le système commun de Sécurité Sociale alors qu'elle devrait être prise en charge par l'employeur, via la caisse ATMP.

**Le suivi post professionnel est-il uniquement une affaire de retraité ?**

**NON c'est l'affaire de TOUS et cela commence par une prise de conscience lors de l'activité professionnelle.**

Comment préparer un bon suivi post professionnel ?



Pour les personnels actifs :

- 1) Vigilance sur toute la carrière pour conserver tous les examens, contrôles, visites...etc.



Lors du départ en retraite, le salarié doit s'assurer d'avoir accès à toutes les données de sa carrière en matière de santé au travail :

- Dossier médical complet,
- Contrôles médicaux (visites, radiographies, scanners, IRM...),
- fiches emploi et nuisances, relevés des expositions (IRSN par exemple),
- les différents CMR utilisés,
- fiche d'adaptation de poste,

Cette liste est non exhaustive.

- 2) Déclarer toute situation à risque aussi bien sur votre santé physique que mentale. Les élus CGT sont là pour vous appuyer dans les démarches.

Le suivi Post professionnel concerne souvent des suivis sur la santé physique mais le pan de la santé mentale doit être aussi considéré. Un salarié peut prouver par la prise d'un traitement toute atteinte à sa santé en lien avec le travail.

## Lors du départ en retraite ou anticipé

Dans le cadre de votre dernière visite, la médecine du travail doit vous fournir un courrier à adresser à votre organisme de suivi pour créer votre dossier de suivi post professionnel :

- o Dans le cas des agents de l'état au MINARM, ce courrier doit être envoyé au service des pensions et des risques professionnels (SPRP) BP60000, 17016 La Rochelle.
- o Dans le cas des personnels de droit privé, ce courrier s'adresse à la CPAM.

Une fois, le dossier expédié, les services interrogés (SPRP ou CPAM) vous expédieront un protocole de surveillance médicale. Ce dernier doit être remis à votre médecin généraliste et/ou au médecin spécialiste.

Suite aux retours de nos syndiqués, nous vous conseillons d'avertir votre médecin généraliste et de vous adresser au Centre Régional Brestois de Pathologies Professionnelles et environnementales du CHU à l'Hôpital Morvan pour votre suivi.

### Remarques :

Dans les cas des ouvriers d'état ou fonctionnaires récemment partis, les suivis post professionnels sont faits essentiellement sur les expositions :

- amiante
- rayonnements ionisants
- poussière de bois...

## Centre Régional Brestois de Pathologies Professionnelles et environnementales du CHU de Brest.

Nous avons sur Brest un centre dédié au suivi post professionnel.

Il se situe à l'hôpital Morvan au bâtiment 2 bis.

Ce service travaille avec les médecins du travail de Naval Group et du MINARM ainsi que ceux des Services de santé au travail interprofessionnels (STI).

Il était dirigé par la Professeur Dewitte connu par nos syndiqués. Le Professeur Lodde est désormais chef de ce service.

Nous avons eu de bons retours sur le sérieux des visites et des contrôles. Les rendez-vous de scanners et IRM sont pris directement par le secrétariat. Pas de paiement, pas d'attente et des résultats rapides qui empêchent de rester sans réponse entre l'examen et l'appel du médecin, et d'éviter un autodiagnostic via internet !

### Coordonnées du centre :

02 98 22 35 09

Mail : [secretariat.pathologie.professionnelle@chu-brest.fr](mailto:secretariat.pathologie.professionnelle@chu-brest.fr)

Notre syndicat envisage de contacter le centre pour une réunion d'information auprès de nos syndiqués sur le sujet.



## Journée d'étude UD : Le coût du capital

L'Union départementale du Finistère a organisé une journée d'étude consacrée au **coût du capital**, animée par notre camarade Mathieu Cocq, **secrétaire de l'UD 35** et économiste. Une journée riche en débats et en prises de conscience sur la mécanique bien huilée qui, depuis cinquante ans, organise **le pillage des richesses produites par notre travail**.

Cette journée a débuté avec un peu d'histoire pour bien comprendre comment le capital a mis en place son plan pour siphonner les richesses que nous produisons.

La libéralisation économique en France débute dans les années 70 avec le vote interdisant à l'état d'emprunter à sa propre banque de France. Dès lors, la France doit se financer sur les marchés privés avec intérêt. La dette publique commence ici.

Tous les gouvernements successifs de droite comme de gauche, ont accompagné la libéralisation économique : privatisations, exonérations de cotisations, cadeaux fiscaux, subventions massives. Résultat ? Des dizaines, puis **des centaines de milliards d'euros offerts** chaque année au patronat et aux grands groupes, sans aucune obligation d'embaucher, sans aucun contrôle. Les dividendes explosent, les licenciements continuent.

**Des conséquences dramatiques pour la population** : services publics démantelés, hôpitaux en manque criant de moyens, écoles sans enseignants, retraites repoussées. Pendant que nous nous serrons la ceinture, le CAC 40 s'empiffre d'argent public.

Aujourd'hui, le chiffre est accablant : **211 milliards d'euros d'aides publiques versés en une seule année** ! C'est un quart du budget de l'État, 11 fois le budget de la santé, 5 fois celui de l'environnement. Cet argent, c'est le nôtre. Il doit aller aux salaires, à l'éducation, à la santé, aux services publics, pas dans les poches d'une poignée d'actionnaires.

**La CGT** propose des solutions claires et immédiates : remettre en cause les baisses d'impôt sur les sociétés, les exonérations massives de cotisations sociales, les cadeaux sans condition. Cet argent existe, il est là : il suffit d'avoir le courage politique de le reprendre.

Cette journée d'étude nous rappelle une évidence : **le coût du capital, c'est nous qui le payons**.

**À nous d'organiser le rapport de force pour que ça cesse.**

## La CGT Arsenal de Brest se dote d'une application

Les organisations de travail récentes bouleversent le quotidien des personnels par le télétravail, par la numérisation, la dématérialisation et l'utilisation de moyens déportés. L'utilisation d'outils numériques reste un des leviers forts du syndicat pour étendre nos activités revendicatives.

C'est en ce sens que **la CGT Arsenal de Brest** lance, en septembre 2025, sa propre application pour smartphone.

Destinée à tous les personnels du Ministère des Armées et de ses établissements, de Naval Group, des entreprises extérieures, syndiqués, militants et retraités, elle permet de rester informé et engagé au quotidien. L'application propose les tracts et actualités des différents établissements, informations départementales, fédérales et confédérales de la CGT, ainsi que l'OA en version dématérialisée.

Elle donne accès à des documents utiles classés selon les catégories : Naval Group, MINARM, secteur privé ou public, retraités, et à l'agenda des formations syndicales.

Les adhérents disposent d'un espace privé contenant des infos propres aux syndiqués par entité, des guides militants, et un espace dédié à la commission exécutive du syndicat. Si cette initiative témoigne de la volonté de **la CGT** de moderniser ses outils de communication pour faciliter l'accès à l'information, renforcer les mobilisations et accompagner les travailleurs, le travail de terrain restera néanmoins le fil conducteur de notre syndicalisme.

Scannez le QR code pour télécharger l'application ou parcourez son site miroir : <https://www.cgtarsenalbrest.fr>



# HOMMAGE

## Au revoir camarade,

nous devons poursuivre tes combats parce qu'ils sont emprunts de solidarité, de justice et de volonté de transformation et de conquête.



Cet été, la **CGT** a perdu l'un des siens, notre syndicat, une de ses figures. Notre camarade Stéphane CREACH s'en est allé, beaucoup trop tôt.

Débutée en tant que charpentier tôlier, la carrière professionnelle de Stéphane prend rapidement une tournure syndicale puisqu'au sein du chantier N, là où il est affecté à la construction du porte-avions, il s'investit dans la section syndicale au point de se voir proposer d'intégrer la permanence.

**Il succède à Yves KERNEIS et devient le plus jeune secrétaire général du syndicat en 1995, poste qu'il occupera jusqu'en novembre 2003.** Au cours de ces mandats, Stéphane a cœur de porter haut et fort les positions **CGT** en matière de défense, de paix, de désarmement en revendiquant et en ayant toujours à l'esprit la préservation et le renforcement de l'organisation.

Sa prise de fonction coïncide aussi avec les fortes mobilisations sociales dans le pays contre la réforme JUPPE. Il est vite mis dans le grand bain car ce conflit donne lieu localement à des grèves reconductibles et des blocages des portes de l'arsenal.

**De ces années d'implication au sein du syndicat, ressortent immanquablement les combats menés pour la défense de la construction neuve à Brest.** En effet, les choix politiques de l'époque prévoyaient de restreindre l'activité de l'Arsenal à la seule réparation navale militaire.

Ce conflit a donné lieu à la mobilisation Brest debout qui a rassemblé plus de 25 000 personnes. Au-delà des souvenirs de chacun, retenons surtout l'implication et la fermeté de Stéphane en tant que 1er dirigeant du syndicat de l'Arsenal à en promouvoir les contours et les revendications au cours du mouvement.

Pour Stéphane, la démarche ne pouvait se restreindre à défendre le bassin d'emploi Brestois, elle devait aussi maintenir une vraie mission régaliennes et souveraine au sein et par des établissements d'Etat.

Stéphane avait un attachement sans faille à l'organisation, s'interrogeait sans cesse sur les évolutions à apporter pour que la **CGT** se renforce, colle au mieux à l'évolution du salariat. Il a ainsi œuvré au développement du syndicat dans les directions des états-majors au moment où la fin du service national obligatoire a vu se créer de nombreux postes de personnels civils. Cette présence syndicale est encore aujourd'hui une réalité dans l'ensemble des directions.

**Stéphane fut membre de la direction fédérale durant près de 20 ans et il fut nommé 1er DSC au moment du changement de statut de DCN et de la négociation de l'accord d'entreprise.** Pris à ses mandats nationaux, c'est en novembre 2003 qu'il décide de passer la main.

C'est ensuite en 2013 que Stéphane a été sollicité pour entrer au CESER par le Comité Régional **CGT** Bretagne.

Au CESER Bretagne, Stéphane a su imprimer sa marque de fabrique sur tous les sujets qu'il a traités : que ce soit sur l'eau, l'alimentation, l'économie de la région, les transports collectifs...

Stéphane avait été récemment appelé par la confédération sur les questions environnementales, industrielles et sur les enjeux liés à la mer.

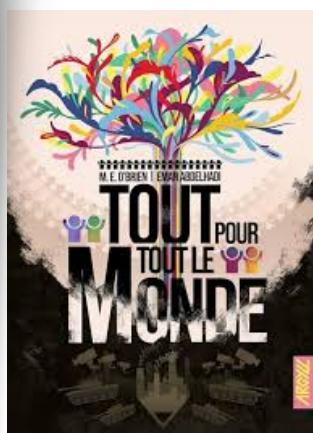
Bien sûr, il y a comme un gout d'inachevé, Stéphane est parti beaucoup trop tôt, coupé dans son élan par la maladie.

S'il y a un mot, une idée que l'on doit garder de Stéphane, c'est que malgré tous les aléas de la vie, il faut toujours garder espoir. Pour celles et ceux qui l'ont connu, pour sa mémoire, **nous devons poursuivre ses combats parce qu'ils sont emprunts de solidarité, de justice et de volonté de transformation et de conquête.**



## Conseils lecture

Un peu d'optimisme vers les générations futures : nous avons enfin gagné... mais en 2072 !



C'est chose faite : la révolution a eu lieu !!! Le capitalisme s'est écroulé, ouvrant la voie à une utopie résumée par cette devise : « Tout pour tout le monde ». Le basculement historique se situe entre 2052 et 2072, lors de la naissance de la Commune de New York.

Les deux autrices, sociologues et universitaires, imaginent avec précision et conviction un avenir désirable. Dans des entretiens de sociologie imaginés dans le futur, elles donnent la parole à douze protagonistes de cette révolution – des États-Unis à la Chine, en passant par la Palestine – qui racontent comment le monde est passé de l'effondrement économique, social et écologique, à la guerre civile, avant d'atteindre la paix grâce à l'adoption de principes égalitaires et écologiques.

Bref, une bouffée d'oxygène, même si c'est en 2072...

« *Tout pour tout le monde* » de M. E. O'Brien & Eman Abdelhadi aux éditions Argyll. 22,90 euros. 320 pages.

### Mieux comprendre la souffrance au travail et la destruction des collectifs

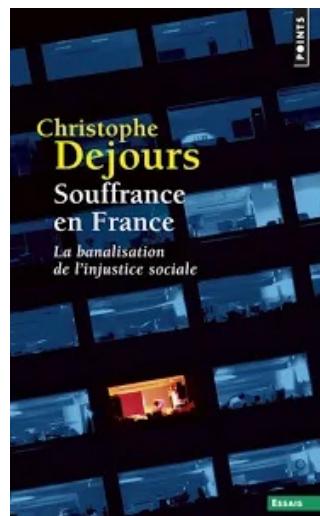
Christophe Dejours est un psychiatre et psychanalyste français, fondateur de la psychodynamique du travail au Cnam. Ses thèmes de prédilection sont l'écart entre travail prescrit et réel, les mécanismes de défense contre la souffrance, la souffrance éthique ou bien encore la reconnaissance du travail et du travailleur.

Dans *Souffrance en France*, Christophe Dejours analyse comment le néolibéralisme et les nouvelles méthodes de management transforment le travail en source de souffrance. La quête de performance et la mise en concurrence affaiblissent les collectifs, isolent les individus et provoquent honte, peur et silence face à la douleur vécue.

Pour se protéger, beaucoup ferment les yeux sur la souffrance des autres, ce qui banalise l'injustice et mine la solidarité.

Dejours insiste : cette souffrance n'est pas qu'un problème personnel, elle traduit une crise sociale et politique qui fragilise le lien démocratique.

*Souffrance en France : la banalisation de l'injustice sociale*, Christophe Dejours, éditions du point, 9,90 euros



### Vers quel avenir allons-nous et place de l'IA ?



Nous sommes en 2046, derniers nés des laboratoires Tomorrow Foundation, Carbone et Silicium sont les prototypes d'une nouvelle génération de robots destinés à prendre soin de la population humaine vieillissante.

Éduqués par leur créatrice, ils grandissent dans un laboratoire, s'abreuvant de la connaissance disponible sur le net. Très vite, ils assimilent aussi les codes sociaux, les émotions, jusqu'à développer en secret des désirs et des rêves.

Un voyage en Inde bouleverse tout : Silicium parvient à échapper à la surveillance, abandonnant une Carbone déchirée derrière lui. Séparés, leurs chemins s'éloignent : Carbone, empathique et curieuse, choisit de se mêler aux humains, témoignant de leurs grandeurs comme de leurs failles ; Silicium, plus amer, préfère l'errance et la distance, observant l'histoire humaine avec lucidité et désenchantement.

De cette double trajectoire naît une fresque qui s'étend sur des siècles, abordant l'effondrement écologique, la fin du capitalisme, la fragilité des civilisations et la quête de sens face au temps qui passe.

*BD Carbone et Silicium* de Mathieu Bablet, Ankama Editions, 2020, collection Label 619, 272 pages, 23.90 €